

Un outil méthodologique sur la microfinance publié par la Commission Européenne

BIM n° 94 – 05 décembre 2000
Betty WAMPFLER

Nous vous proposons la présentation d'un document méthodologique, destiné à un public large comprenant notamment les ONG :
« Microfinance : Orientations méthodologiques » publié par la Commission Européenne, Direction du Développement, en juin 1999 (2^{ème} édition).

Ce document, réalisé par l'IRAM, est issu de l'évaluation des interventions de la Commission Européenne en matière de microfinance (1996). Une première édition a été publiée en mai 1998 ; la seconde édition est enrichie des commentaires, et discussions de l'ouvrage initial au cours de plusieurs séminaires en Europe et dans les pays du Sud.

Le document est un guide pour l'identification, la préparation et le suivi des interventions en matière de microfinance. Il n'a pas pour objectif de « donner des recettes », et n'est pas un manuel technique. Il a pour objectif de fournir des éléments pour comprendre les enjeux de la microfinance, orienter les choix stratégiques des intervenants en matière de microfinance et apporter des éclairages sur des méthodes et des outils pour la mise en œuvre des interventions.

Il repose sur trois « idées- force » :

- > l'expérience acquise en matière de microfinance commence à être importante ; les leçons tirées de cette expérience peuvent limiter les erreurs et pertes de temps dans les initiatives à venir
- > un consensus émerge sur quelques grands principes structurant la microfinance : la nécessaire autonomie de la fonction financière ; la recherche de l'équilibre financier, les liens entre l'épargne et le crédit
- > il n'y a en matière de microfinance ni recettes toutes faites, ni succès définitifs : le succès d'une action repose sur une adaptation permanente au contexte et à l'évolution de l'institution de microfinance

Le public visé par ce document est large : fonctionnaires, techniciens, responsables d'organisations paysannes et d'ONG, des pays ACP, et européens ; un effort pédagogique a été fait pour rendre le document accessible à un public non spécialisé en matière de microfinance (petit glossaire, schémas pédagogiques, etc.)

L'ouvrage est structuré en trois parties :

- **Compréhension des systèmes financiers**
- **Orientations sur la préparation et l'exécution des interventions**
- **Suivi-évaluation et études d'impact**

Compréhension des systèmes financiers

Le chapitre (1) resitue l'émergence de la microfinance dans son contexte historique : échec des banques publiques et de l'approche "développementaliste" (crédit au sein des projets de développement), évolution de la réflexion théorique dans un contexte de libéralisation des économies du Sud. Les fondements de la microfinance sont repris à travers une analyse rapide de quelques idées-clés : réflexion sur les garanties matérielles/sociales, importance de la mobilisation de l'épargne et de sa liaison avec le crédit, nécessité de viabilité et de pérennité des services financiers, découverte du fait que « les pauvres sont un bon risque »...

Le chapitre (2) montre la diversité des formes de la microfinance et donne des repères sur les principales d'entre elles : banques, Coopec, crédit solidaire, modèles mixtes (Caisses villageoises,...), dispositifs d'appui aux petites entreprises.

Le chapitre (3) esquisse une structuration du secteur de la microfinance, selon deux axes : les normes bancaires/développementalistes, le degré d'implication des bénéficiaires faible/fort. Les relations de segmentation, concurrence, complémentarité sont brièvement analysées et la nécessité de concertation et de régulation du secteur est mise en évidence.

Le chapitre (4) pose la problématique de la relation entre financement et développement. Différents résultats confirmant que la microfinance peut être un outil de lutte contre la pauvreté sont avancés. Mais des questions clé restent néanmoins posées : comment définir la pauvreté ? Est-il viable et efficace de cibler uniquement les plus pauvres ?

Deux recommandations concluent ce chapitre et cette partie introductive sur les enjeux de la microfinance : proposer des systèmes "ouverts" à une large palette de populations, pauvres et moins pauvres ; faire la part des choses entre ce que la microfinance peut et ne peut pas faire : pour les populations très pauvres, envisager des actions d'une autre nature (programmes sociaux, travaux à haute intensité de main d'œuvre...).

Orientations sur la préparation et l'exécution des interventions

Cette seconde partie plus méthodologique s'appuie sur la démarche de « Gestion de cycle de projet » utilisée par la CE. Elle a pour objectif de permettre aux intervenants d'acquérir un raisonnement stratégique sur la microfinance, que l'on peut traduire par : « dans une situation donnée, avec des objectifs donnés, comment choisir l'intervention la plus adaptée ? » Les chapitres 5 à 10 reprennent les éléments à prendre en compte, les étapes de la démarche à mettre en œuvre.

Le chapitre (5) reprend les principes déterminants du choix de l'intervention : l'environnement de l'intervention projetée, le public cible, le type de produits, et le montage institutionnel doivent être précisés et mis en adéquation pour garantir des fondations solides à l'intervention.

Le chapitre (6) détaille la démarche de préparation d'une intervention nationale. Il s'agit ici des actions visant à améliorer le contexte national dans lequel les IMF vont se développer : cadre législatifs, mécanismes de financement ...

Les chapitres (7) à (10) abordent les différentes étapes de la préparation d'une intervention locale (création d'une IMF). Le chapitre (7) présente une grille d'analyse du contexte, de la demande et de l'offre de financement local, permettant d'effectuer un diagnostic préalable au choix de l'intervention. Il permettra dans un premier temps de choisir entre deux formes d'intervention, consolider un système pré-existant ou créer une nouvelle institution. Le chapitre (8) discute la problématique de l'efficacité de la future intervention : comment adapter les ressources humaines, physiques et financières, les procédures, l'organisation, le calendrier, la méthode, le suivi-évaluation aux objectifs, aux activités réalisées, et à la nécessaire pérennisation de l'intervention ? Trois principes sont mis en avant : la nécessité d'une adaptation permanente et l'intérêt de la méthode expérimentale à tous les stades de l'intervention, le principe de progressivité de l'action, et la nécessaire maîtrise de la croissance. Le chapitre (9) analyse les déterminants de l'efficacité d'une intervention (portée, volumes d'épargne et de crédit, qualité des remboursements, efficacité institutionnelle) et insiste sur le fait que les objectifs initiaux doivent être définis de manière réaliste et vérifiable. Le chapitre (10) détaille les trois principaux axes de la viabilité d'une intervention : viabilité financière, institutionnelle et sociale.

Suivi-Evaluation et études d'impact

Le suivi-évaluation (11) et les études d'impact (12) sont conçus pour être des outils d'appui au pilotage et à la réflexion stratégique des IMF. Ils complètent et approfondissent le système d'information qui suit les données de gestion et de comptabilité de l'IMF. Ils doivent permettre d'identifier les contraintes et problèmes, d'analyser l'impact de l'intervention sur les populations et de tester des innovations. Le chapitre (11) fournit un exemple de système de suivi-évaluation d'un réseau mutualiste. Le chapitre (12) détaille, sans les discuter, quelques résultats courants des études d'impact qui montrent l'impact positif du crédit sur les revenus des ménages, l'amélioration des conditions de vie. Le chapitre (13) met en évidence une lacune courante des études d'impact, l'analyse socio-anthropologique qui pourrait permettre de mieux comprendre comment les services financiers s'insèrent - ou non - dans le fonctionnement des sociétés et éclairer nombre de dysfonctionnements d'institutions de microfinance.

Conclusion de l'ouvrage

Les orientations méthodologiques développées dans le document s'inspirent du consensus qui se met progressivement en place autour des « meilleures pratiques ». Les facteurs de succès d'une intervention de microfinance s'organisent en trois axes interdépendants :

- > l'adaptation permanente des produits
- > l'efficacité de l'institution financière
- > la bonne insertion de l'institution dans son environnement

Plusieurs des annexes du document constituent des outils méthodologiques complémentaires intéressants et pédagogiques :

Annexe (2) : la gestion du cycle de projet appliquée à la microfinance, avec un exemple de cadre logique appliqué à la microfinance
Annexe (3) : Eléments de termes de référence pour la préparation des interventions nationales
Annexe (4) : Eléments de termes de référence pour la préparation des interventions locales.

Pour vous procurer ce document :

IRAM
49 rue de la Glacière
75 013 Paris
iram@iram-fr.org

ou :

Commission Européenne
Direction générale du Développement
200, Rue de la Loi B- 1049 Bruxelles
Tel 32.2/299.32.90
fax : 32.2 /299.29.12

Pour compléter ce document, des références de manuels plus techniques

- > Christen (1997) Banking Services for the Poor : Managing for Financial Success : an expanded and revised Guidebook for Microfinance Institutions, ACCION International, Somerville, MA, 278p.
- > Legerwood, J (1998) The Microfinance Handbook: An institutional and financial perspective, Sustainable Banking with the Poor, World Bank, Washington DC.

Le même, en Français :

- > Legerwood J. (1999). Manuel de microfinance. Une perspective institutionnelle et financière. SBP, Banque Mondiale.
- > Legerwood and Moloney (1996): Financial Management Training for Microfinance organisations. Accounting : a study guide, CALMEADOW, Toronto, Canada.
- > UNDP (1997) : Microstart: a guide for planning, starting and managing a microfinance Programme, Pact Publication, New York, 230 p.